

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

DECISION DU

TRIBUNAL ADMINISTRATIF D'ORLÉANS

06/10/2020

N° E20000092 /45

LA PRÉSIDENTE DU TRIBUNAL  
ADMINISTRATIF

**Décision de remplacement commissaire**

Vu enregistrée le 04/09/2020, complétée le 07/09/2020, la lettre par laquelle le président de la Communauté de Communes du Val de Cher Controis demande la désignation d'une commission d'enquête en vue de procéder à une enquête publique ayant pour objet :

*les projets d'élaboration du plan local d'urbanisme intercommunal de l'ex Val de Cher Controis présentés par la Communauté de Communes Val de Cher Controis (Loir-et-Cher) et d'abrogation des cartes communales de 15 communes de son territoire ;*

Vu la décision en date du 01 septembre 2020 par laquelle la présidente du tribunal a délégué à Mme Anne LEFEBVRE-SOPPELSA, le pouvoir de désigner les commissaires enquêteurs pour les enquêtes publiques ;

Vu la décision n°E20000092 /45 du 08/09/2020 désignant Monsieur Yves CORBEL, Monsieur Charles RONCE et Monsieur Pascal HAVARD en qualité de commissaires enquêteurs pour conduire l'enquête publique mentionnée ci-dessus ;

Considérant que par courriel en date du 05/10/2020, Monsieur Yves CORBEL, président de la commission d'enquête a fait connaître au tribunal que Monsieur Charles RONCE ne peut pas conduire cette enquête pour des raisons de santé et demande à ce qu'il soit procédé à son remplacement.

Vu le code de l'environnement ;

Vu le code de l'urbanisme ;

Vu les listes départementales d'aptitude aux fonctions de commissaire enquêteur établies au titre de l'année 2020 ;

.../...

## DECIDE

**ARTICLE 1** : Il est constitué pour le projet susvisé une commission d'enquête composée ainsi qu'il suit :

**Président :**

Monsieur Yves CORBEL

**Membres titulaires :**

Monsieur Bernard MENUJIER

Monsieur Pascal HAVARD

En cas d'empêchement de Monsieur Yves CORBEL, la présidence de la commission sera assurée par Monsieur Bernard MENUJIER, premier membre titulaire de la commission, en remplacement de Monsieur Charles RONCE.

**ARTICLE 2** : Pour les besoins de l'enquête publique, les membres de la commission d'enquête sont autorisés à utiliser leur véhicule, sous réserve de satisfaire aux conditions prévues en matière d'assurance, par la législation en vigueur.

**ARTICLE 3** : La présente décision sera notifiée au président de la Communauté de Communes du Val de Cher Controis, aux membres de la commission d'enquête et, pour information, à Monsieur Charles RONCE.

La Présidente déléguée,

Anne LEFEBVRE-SOPPELSA

